

Arrêté temporaire n°8.3.038/2023  
Portant réglementation de la circulation

DIVERSES RUES DE LA COMMUNE

Le Maire d'Haubourdin,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route

VU l'arrêté n° 5.4.008/2020 du 24 septembre 2020 portant délégation de fonction et de signature du Maire aux Adjointes et Conseillers Municipaux

VU la demande en date du 25/01/2023 émise par Monsieur STEVEN LEDENT de l'entreprise IELO sise 2 rue Marcel Paul 59113 SECLIN aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation

CONSIDÉRANT que des travaux d'ouverture de chambre télécom sur la chaussée rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 13/02/2023 au 13/03/2023 DANS DIVERSES RUES DE LA COMMUNE

ARRÊTE

Article 1

À compter du 13/02/2023 et jusqu'au 13/03/2023, la circulation des véhicules sera restreinte RUE ERNEST DELEZENNE, RUE SADI CARNOT, RUE DU MARECHAL LECLERC, RUE AUGUSTE POTIE, RUE DU MARECHAL JUIN, RUE LEON GAMBETTA, RUE DU GENERAL DAME ET RUE DE L'EGALITE.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, IELO.

Article 3

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Haubourdin, le 31/01/2023

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué



Sébastien DEGARDIN

DIFFUSION

- IELO
- KEOLIS
- M. F QUIEVREUX
- SDIS Prévision Haubourdin
- Service DECHETS
- ESTERRA

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*